



## ***La lettre de la sénatrice***

***Jeudi 28 juillet 2022***  
***Lettre d'information bimensuelle n°32***

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Les incendies qui se sont déclarés en Gironde, touchant violemment le poumon de notre région Nouvelle-Aquitaine, et dont les fumées ont été senties en Dordogne et au-delà, montrent combien nous sommes vulnérables face au changement climatique.

Grâce à la mobilisation et au courage de plusieurs milliers de pompiers venus de toute la France, dont un contingent de Dordogne, les incendies sont aujourd'hui contenus et les habitants peuvent, progressivement, regagner leur domicile. Cet épisode dramatique nous invite à repenser et renforcer les moyens alloués aux services de secours et de lutte contre les incendies, mais aussi ceux alloués aux services forestiers pour préserver et mieux appréhender la gestion des forêts.

Au milieu de l'été, l'inflation atteint 6% et flirte avec les niveaux record de 1985, menaçant un peu plus encore les ménages les plus fragiles. Le Gouvernement a présenté, début juillet, un projet de loi pour protéger le pouvoir d'achat des Français, déployé autour de trois volets : la protection du niveau de vie, la protection des consommateurs et la souveraineté énergétique. Adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, ce texte, examiné à partir d'aujourd'hui au Sénat, ne prévoit pas d'augmentation du SMIC et des salaires comporte une série de mesures qui ne suffiront pas à compenser l'inflation.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

**Marie-Claude VARAILLAS**



### **Prévention et traitement des départs de feu**

**Alors que plus de 20 000 hectares du plus grand massif résineux d'Europe ont brûlé à Landiras et La Teste de Buch, je tiens à saluer l'engagement de près de 3 000 pompiers mobilisés sur cette opération dont près d'une centaine de Dordogne. Leur intervention aura permis de préserver les vies humaines et de limiter les dégâts matériels.**

La multiplication de ces feux et leur précocité dans la saison estivale sont des marqueurs du changement climatique et nous rappelle l'urgence qu'il y a à la prévention et au traitement des départs de feu. Cela passe par un investissement massif de l'Etat pour développer des moyens aériens et pour ce qui nous concerne directement, ouvrir une base aérienne dédiée dans le Grand Sud-Ouest en formant et recrutant des pilotes, mais également en garantissant le maintien de centres de secours...

[lire la suite](#)



" Il est singulier que la seule réponse nouvelle soit toujours et encore la coercition et non une nouvelle politique de santé."

## **Projet de loi visant à maintenir provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la Covid-19**

**Le parlement a adopté définitivement Mardi 26 juillet, le Projet de loi qui met fin le 1er Août au Pass sanitaire et autres mesures d'exception contre la COVID 19 en prévoyant cependant la possibilité d'un test aux frontières.**

A l'avenir, en cas de crise sanitaire et si la situation nécessite des décisions exceptionnelles, le gouvernement devra négocier point par point avec le Parlement.

[\*lire la suite\*](#)



## **Renationalisation d'EDF**

**Le 19 juillet, l'État a déposé son Offre Publique d'Achat (OPA) de 9,7 millions d'euros, quelques jours après**

**l'annonce de la nationalisation d'Électricité de France (EDF), une opération financière qui doit permettre d'accélérer la mise en œuvre du programme de nouveau nucléaire et le déploiement des énergies renouvelables.**

Actuellement, EDF appartient à 84% à l'État, les 16% restants étant détenus par des actionnaires privés.

**Le choix opéré par le Gouvernement d'une OPA plutôt que d'un débat au Parlement sur la re-étatisation peut interroger, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie, qui plus est au moment où les prix énergétiques flambent.** En effet, cette option peut laisser craindre le possible développement de filiales ouvertes au privé et n'apporte pas la garantie de la souveraineté énergétique de la France.

Rappelons que plus de 12 millions de Français ne peuvent pas se chauffer convenablement l'hiver ; un constat dramatique qui va s'amplifier avec l'inflation et les prix "extrêmement élevés" annoncés pour cet hiver par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).

**Face à ces faits, et par souci de transparence sur l'avenir d'EDF, une autre voie pourrait être engagée : celle d'un pôle public de l'énergie sorti des griffes du marché européen et de l'Arenh dont la logique contreproductive impose aujourd'hui encore la revente d'une part de l'électricité d'EDF à ses concurrents directs.**



## Déclaration de politique générale du Gouvernement

Mercredi 6 juillet, la Première Ministre Elisabeth BORNE a présenté au Sénat les grands axes de son programme de Gouvernement. Un discours convenu reprenant les grandes lignes de sa déclaration de politique générale faite l'après-midi même à l'Assemblée nationale ; une feuille de route qui n'est pas à la hauteur de l'urgence sociale et des enjeux.

**Au nom du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste Eliane ASSASSI a rappelé l'urgence à traiter des questions aussi prégnantes que le pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires, la situation de nos hôpitaux , l'urgence climatique et démocratique qu'ont exprimé les Français à l'occasion de ces échéances électorales.**



## Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021

Le 19 juillet 2022, à l'occasion de la présentation du Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021, nous avons pointer les incohérences et souligner le manque de responsabilité du Gouvernement dans la gestion du budget 2021.

Le solde budgétaire de l'État n'est, par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale, supérieur que de 2,6 milliards d'euros, autrement dit, **le solde budgétaire de l'État marque**

## un simple retour aux niveaux des années 2017 et 2018.

Les 50 milliards d'euros de baisse d'impôts décidés sous le précédent quinquennat, dont 15,3 milliards d'euros pour la seule année 2021, vont se répercuter sur les recettes fiscales de l'État, alimentant un déficit structurel qui ne cesse de croître.

Ainsi, **depuis le début du quinquennat, près de 40 % du produit de TVA servent non plus à financer les services publics de l'État mais à alimenter les exonérations d'impôts et de cotisations.** Les collectivités territoriales voient, en cascade, leurs ressources financières de plus en plus contraintes.

Alors que le projet de loi sur le pouvoir d'achat est en discussion au Parlement, les propositions du Gouvernement ne sauraient être suffisantes ni financées par l'activité et les orientations budgétaires.

Il est donc temps de renouer avec l'esprit de responsabilité et de passer du «quoi qu'il en coûte» au «qui doit payer?».



## Actualité en circonscription

### À la rencontre des élus



### RENCONTRE AVEC LES ÉLUS DE LA CAB

Vendredi 1 juillet, je suis allée à la rencontre des élus de la communauté d'agglomération bergeracoise, accueillie chaleureusement par son président Frédéric Delmarès, pour échanger sur les projets et actions en cours.

J'ai ainsi pu découvrir "la légumerie", un site de stockage et de préparation de fruits et légumes des maraîchers et arboriculteurs locaux (lavage, découpage, cuisson, congélation des légumes, etc) qui livrera les restaurants collectifs locaux : cuisine centrale de Bergerac, cuisine centrale de Champcevinel, établissements médico-sociaux du bergeracois et plus par la suite.

La visite s'est poursuivie par "le Quai Cyrano", une structure touristique et œnologique qui regroupe l'office du tourisme du

Grand Bergeracois, la Maison des vins Bergerac-Duras, ainsi que le futur espace muséographique autour du personnage de Cyrano.

Les échanges ont ensuite porté sur les conséquences de la tempête de grêle mais également sur la problématique de l'accès aux soins et des finances des collectivités.



## **Tempête de grêle: mission-flash pour évaluer les dégâts dans le monde agricole**

Suite au terrible épisode de grêle qui s'est abattu dans la nuit du 20 au 21 juin dans le ribéracois, conséquence du changement climatique auquel nous faisons collectivement face, le ministère de l'Agriculture a dépêché une mission flash pour réaliser les premières estimations des dégâts agricoles.

Avec mon collègue Serge Mérillou, nous avons accompagné les deux inspecteurs missionnés par le ministère afin qu'aucun des aspects de cette catastrophe ne soit omis.

Le résultat de cette mission-flash devrait permettre une première estimation documentée de l'ampleur des dégâts et proposer des adaptations aux besoins des agriculteurs, face à ces phénomènes climatiques intenses et récurrents. Nous ne manquerons pas d'insister auprès du Ministre sur la nécessité de mettre en oeuvre des mesures exceptionnelles à la hauteur de cette situation elle aussi particulièrement exceptionnelle



## **Assemblée générale de la CNL 24**

Samedi 2 juillet, je participais à l'Assemblée générale de la fédération de Dordogne de la Confédération nationale du logement (CNL24).

Accueillie par son président départemental Serge Géraud, j'ai eu le plaisir d'y retrouver Eddie Jacquemart, président de la Confédération Nationale du Logement (CNL), et les représentants des locataires pour échanger sur la proposition de loi que j'ai déposée avec mon groupe CRCE visant à garantir l'accès au logement pour tous et la préservation du pouvoir d'achat des ménages.

Cette proposition de loi contient des mesures urgentes et structurelles dont :

- le gel des loyers avec compensation intégrale pour les bailleurs sociaux
- le doublement du chèque énergie et du forfait charges pour les bénéficiaires APL...

[lire la suite](#)





## Inaugurations à Saint Pierre d'Eyraud

A l'invitation de Jean-Pierre Faure, le dynamique maire de Saint-Pierre d'Eyraud et son conseil municipal, en présence de nombreux élus et habitants, j'ai participé à l'inauguration de la maison d'accueil pour personnes âgées et de la halle citoyenne ; deux projets innovants qui témoignent du volontarisme de la commune.

La résidence pour personnes âgées permet d'accueillir 3 personnes dans l'ancien presbytère entièrement rénové et à proximité des services.

La halle citoyenne met à l'honneur les traditions locales puisque qu'elle a été construite sur la base d'un vieux séchoir à tabac inutilisé, à qui la mairie a donné une seconde vie. Un beau projet participatif porté par le club de pétanque, aux côtés de bénévoles d'autres associations et de la commune.

Lauréat du budget participatif 2019 du Conseil Départemental, il est déjà devenu le lieu de convivialité incontournable du village.



## Visite ministérielle à Boulazac

Le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Monsieur Pap Ndiaye, s'est rendu en Dordogne vendredi 8 juillet à l'occasion du 95e Congrès de l'Association



## Inauguration de la navette ferroviaire Mussidan-Niversac

C'est Lucien CHAPOUL cheminot, qui l'avait imaginée il y a plus de 30 ans ; la navette ferroviaire reliant MUSSIDAN à NIVERSAC a été inaugurée

générale des Enseignants de l'École maternelle (AGEEM).

Il a pu y découvrir le carrefour innovant et le salon des professionnels de l'éducation, mais aussi échanger sur les divers projets.

L'occasion pour moi d'évoquer une de mes récentes interventions auprès de son ministère, à savoir la nécessité de compenser la prise en charge financière par les communes des postes d'AESH sur le temps périscolaire afin de garantir une école inclusive et une continuité de services.

samedi 2 Juillet.

9 gares et haltes ferroviaires, 46 kms en 45 minutes et un train toutes les 30 minutes en heure de pointe; le Grand Périgueux mise sur 6 à 8000 passagers quotidiennement.

Des haltes qui deviennent des Pôles d'échanges multimodaux avec des parkings relais, des bus aux horaires adaptés, des liaisons cyclables et des boxes vélos sécurisés.

Jacques AUZOU a rappelé que ces travaux réalisés par la SNCF et financés par la Région et le Grand Périgueux ont pour but de privilégier les modes de déplacement doux.



### **Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et hommage aux Justes**

En présence de Monsieur le Préfet, des élus et des associations patriotiques, j'ai participé à la cérémonie dédiée aux victimes de cette triste période de notre histoire.

Entre le 16 et le 17 juillet plus de 13 000 juifs, dont plus de 4000 enfants furent arrêtés par la police de Vichy sous l'autorité du Maréchal PÉTAIN pour être conduits dans les camps de concentration dont très peu reviendront.

Au cœur de ces ténèbres une flamme de fraternité et d'humanité persista. Nous rendons hommage aux JUSTES DE FRANCE qui, au péril de leur vie, ont sauvé des juifs notamment des enfants.

Nous leur devons de perpétuer leur mémoire et combattre toute forme de racisme ou d'antisémitisme.

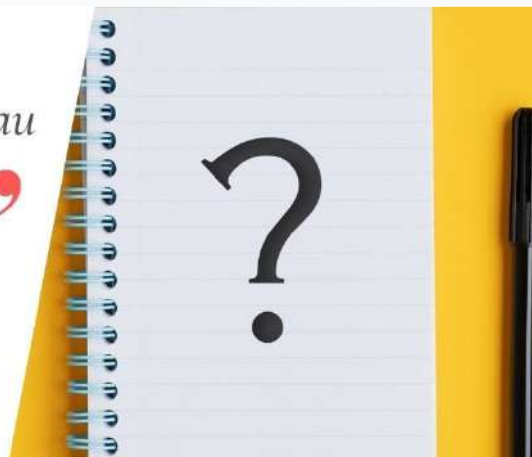


### **Inauguration de la place Basbayon - NEGRONDES**

En l'honneur de Marie, Louis et Marie-Louise BASBAYON, ayant contribué à sauver la famille WAJSMARK, réfugiée à Négrondes entre 1942 et 1944, la nouvelle municipalité a décidé de nommer l'actuelle place de la Mairie du nom de cette famille élevée au rang de « Justes parmi la Nation » en 1995.

Le dévoilement de la plaque s'est fait en présence de Betty WAJSMARK-WIEDER, enfant alors âgée de 6 ans quand elle est sauvée par les BASBAYON et actuelle présidente de la LICRA Dordogne et Maryse AMBERT, conseillère municipale et belle-fille de Marie-Louise BASBAYON.

“  
Questions écrites au  
gouvernement”



Retrouvez les dernières questions écrites adressées aux membres du Gouvernement:

- **Question écrite à Madame la Première ministre sur la revalorisation salariale des filières socio-éducative et médico-sociale: [ici](#)**
- **Question écrite à Madame la ministre de la Jeunesse sur la pénurie d'animateurs pour encadrer les enfants dans les centres de loisirs cet été, contraignant les collectivités à revoir à la baisse la capacité d'accueil et à annuler des séjours en centre de vacances, faute de personnels qualifiés : [ici](#)**
- **Question écrite à Madame la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques sur le remboursement des frais kilométriques pour l'utilisation du véhicule personnel dans le cadre de l'exercice professionnel : [ici](#)**
- **Question écrite à Monsieur le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse sur l'inadéquation entre la scolarisation obligatoire dès trois ans et la perception de l'allocation de rentrée scolaire à partir de six ans pour les familles éligibles : [ici](#)**

Marie-Claude Varailles  
Espace Aragon  
1 Pl. du 08 Mai 1945  
24000 Périgueux  
[mc.varailles@senat.fr](mailto:mc.varailles@senat.fr)  
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}  
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

